



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/19420/Add.2
29 janvier 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans le document S/19420, daté du 11 janvier 1988.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 16 janvier 1988, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur la question suivante :

La situation dans les territoires arabes occupés (voir S/11935/Add.18, S/11935/Add.19, S/11935/Add.20, S/11935/Add.21, S/11935/Add.44, S/11935/Add.45, S/13033/Add.9, S/13033/Add.10, S/13033/Add.11, S/13033/Add.28, S/13737/Add.7, S/13737/Add.8, S/13737/Add.18, S/13737/Add.20, S/13737/Add.22, S/13737/Add.50, S/14326/Add.50, S/14840/Add.1, S/14840/Add.2, S/14840/Add.3, S/14840/Add.4, S/14840/Add.12, S/14840/Add.13, S/14840/Add.15, S/14840/Add.16, S/14840/Add.45, S/15560/Add.6, S/15560/Add.7, S/15560/Add.20, S/15560/Add.30, S/15560/Add.31, S/16880/Add.36, S/17725/Add.3, S/17725/Add.4, S/17725/Add.48, S/17725/Add.49, S/18570/Add.49, S/18570/Add.50, S/18570/Add.51 et S/19420/Add.1)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 2781e séance, le 14 janvier 1988.

Au cours de la séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité, sur leur demande, les représentants d'Israël et du Liban à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur une lettre datée du 14 janvier 1988 (S/19430) dans laquelle le Représentant permanent de l'Algérie demandait que l'Observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) auprès de l'Organisation des Nations Unies soit invité à participer au débat. Il a déclaré que sa proposition n'était formulée ni en vertu de l'article 37 ni en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité mais que,

si le Conseil l'approuvait, cette invitation conférerait à l'OLP les mêmes droits de participation que ceux dont jouissaient les Etats Membres invités conformément à l'article 37.

Après un échange de vues, le Conseil de sécurité a adopté la proposition par 10 voix contre une (Etats-Unis d'Amérique), avec quatre abstentions (Allemagne, République fédérale d', France, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/19429), présenté par l'Algérie, l'Argentine, le Népal, le Sénégal, la Yougoslavie et la Zambie.

Le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution (S/19429), qu'il a adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 608 (1988).

La résolution 608 (1988) se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 607 (1988) du 5 janvier 1988,

Déplorant profondément qu'Israël, puissance occupante, ait, au mépris de cette résolution, déporté des civils palestiniens,

1. Demande à Israël d'annuler l'ordre de déportation de civils palestiniens et d'assurer le retour immédiat et en toute sécurité dans les territoires palestiniens occupés de ceux qui ont déjà été déportés;

2. Prie Israël de cesser immédiatement de déporter d'autres civils palestiniens des territoires occupés;

3. Décide de maintenir à l'étude la situation dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem."

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, S/10855/Add.16, S/10855/Add.23, S/10855/Add.24, S/10855/Add.29, S/10855/Add.30, S/10855/Add.33, S/10855/Add.41, S/10855/Add.43, S/10855/Add.44, S/11185/Add.14, S/11185/Add.15, S/11185/Add.16, S/11185/Add.21, S/11185/Add.42/Rev.1 et S/11185/Add.47, S/11593/Add.15, S/11593/Add.21, S/11593/Add.29, S/11593/Add.42, S/11593/Add.49, S/11935/Add.21, S/11935/Add.42, S/11935/Add.48, S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.21, S/12269/Add.42, S/12269/Add.48, S/12520/Add.10, S/12520/Add.11, S/12520/Add.17, S/12520/Add.21, S/12520/Add.37,

S/12520/Add.39, S/12520/Add.42, S/12520/Add.47, S/12520/Add.48, S/13033/Add.2, S/13033/Add.16, S/13033/Add.19, S/13033/Add.21, S/13033/Add.23, S/13033/Add.34, S/13033/Add.47, S/13033/Add.50, S/13737/Add.15, S/13737/Add.16, S/13737/Add.21, S/13737/Add.24, S/13737/Add.25, S/13737/Add.26, S/13737/Add.33, S/13737/Add.47, S/13737/Add.50, S/14326/Add.10, S/14326/Add.11, S/14326/Add.20, S/14326/Add.24, S/14326/Add.28, S/14326/Add.29, S/14326/Add.47, S/14326/Add.50, S/14840/Add.8, S/14840/Add.21, S/14840/Add.22, S/14840/Add.23, S/14840/Add.24, S/14840/Add.25, S/14840/Add.27, S/14840/Add.30, S/14840/Add.31, S/14840/Add.32, S/14840/Add.33, S/14840/Add.37, S/14840/Add.42, S/14840/Add.48, S/15560/Add.3, S/15560/Add.21, S/15560/Add.29, S/15560/Add.37, S/15560/Add.42, S/15560/Add.45, S/15560/Add.47, S/15560/Add.48, S/16270/Add.6, S/16270/Add.7, S/16270/Add.8, S/16270/Add.15, S/16270/Add.20, S/16270/Add.21, S/16270/Add.34, S/16270/Add.35, S/16270/Add.40, S/16270/Add.47, S/16880/Add.8, S/16880/Add.9, S/16880/Add.10, S/16880/Add.15, S/16880/Add.20, S/16880/Add.21, S/16880/Add.41, S/16880/Add.46, S/17725/Add.2, S/17725/Add.15, S/17725/Add.21, S/17725/Add.26, S/17725/Add.35, S/17725/Add.38, S/17725/Add.43, S/17725/Add.47, S/18570/Add.2, S/18570/Add.21, S/18570/Add.30 et S/18570/Add.47)

Dans une lettre datée du 7 janvier 1988, adressé au Président du Conseil de sécurité (S/19415), le Représentant permanent du Liban a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner les actes d'agression et les abus que les forces israéliennes d'occupation continuent de commettre au Liban.

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 2782e séance, le 15 janvier 1988.

Au cours de la séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité sur leur demande les représentants d'Israël, de la Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne à participer au débat sans droit de vote.

Comme suite à la demande, datée du 15 janvier 1988, émanant du Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/19432), le Conseil de sécurité a adressé, à la 2782e séance, le 15 janvier 1988, une invitation à M. Samir Mansouri en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

A la même séance, le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/19434) présenté par l'Algérie, l'Argentine, le Népal, le Sénégal, la Yougoslavie et la Zambie, qui se lisait comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 425 (1978), 426 (1978), 508 (1982) et 509 (1982) ainsi que toutes ses résolutions sur la situation dans le sud du Liban,

Ayant entendu la déclaration du Représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies,

Notant avec une grave préoccupation la détérioration de la situation dans le sud du Liban du fait des attaques répétées d'Israël et de toutes les autres mesures et pratiques israéliennes dirigées contre la population civile,

Profondément préoccupé par les empiètements et la mise en place de clôtures modifiant les frontières internationalement reconnues, qui sont décrits dans la note du Secrétaire général en date du 4 décembre 1987 (S/19318, annexe),

1. Déplore vivement les attaques répétées d'Israël contre le territoire libanais et toutes les autres mesures et pratiques israéliennes dirigées contre la population civile;

2. Demande de façon pressante qu'Israël mette fin à tout empiètement, à toute construction de routes et à toute mise en place de clôtures violant la frontière, ainsi qu'à toute tentative d'occuper le territoire libanais, d'en modifier le statut ou d'empêcher le rétablissement de l'autorité effective du Gouvernement libanais en territoire libanais souverain;

3. Réaffirme ses appels au strict respect de la souveraineté du Liban, de son indépendance, de son unité et de son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;

4. Réaffirme la nécessité d'appliquer d'urgence les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité relatives au Liban, en particulier des résolutions 425 (1978) et 426 (1978), ainsi que de la résolution 509 (1982) qui exige qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues;

5. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec le Gouvernement libanais et les autres parties qu'intéresse directement l'application des résolutions 425 (1978), 426 (1978), 508 (1982) et 509 (1982) et de faire rapport au Conseil de sécurité;

6. Décide de garder à l'étude la situation dans le sud du Liban."
